

## PROGRAMME DES 19 PARTIS POLITIQUES FÉDÉRAUX

Fonctionnement : insérer les numéros de partis dans les cases pour chacun des thèmes, puis faites votre ou vos choix à la fin. Le nom du parti associé à chacun des numéros et les sources utilisées sont révélées à la fin du document.

Thèmes	Fortement en désaccord	Un peu en désaccord	Neutre	Un peu en accord	Fortement en accord
<b>Exemple : sirènes et zombies.</b>	<b>1 8 13 14</b>	<b>3 9 18 19</b>	<b>6 10 15</b>	<b>4 5 11 16</b>	<b>2 7 12 17</b>
<b>Institutions démocratiques et médias</b>					
<b>Relations internationales et affaires militaires</b>					
<b>Économie, fiscalité et travail</b>					
<b>Éducation et famille</b>					
<b>Environnement, ressources naturelles et transport</b>					
<b>Frontières, nations et identité</b>					
<b>Justice et droits fondamentaux</b>					
<b>Santé et activité physique</b>					

Vote uninominal :

Vote plurinominal (338 députés à répartir) :

Note des partis sur 10 :

Parti 1 :

Parti 6 :

Parti 11 :

Parti 16 :

Parti 2 :

Parti 7 :

Parti 12 :

Parti 17 :

Parti 3 :

Parti 8 :

Parti 13 :

Parti 18 :

Parti 4 :

Parti 9 :

Parti 14 :

Parti 19 :

Parti 5 :

Parti 10 :

Parti 15 :

## 1. INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET MÉDIAS.

**Parti 1 :** Élaborer une nouvelle constitution éliminant tous les vestiges du privilège, affirmant les droits de citoyenneté sur une base objective et non raciale ou ethnique et garantissant les droits des résidents et des réfugiés ; donner plus de pouvoir aux Canadiens pour qu'ils décident directement des affaires qui les concernent ; habiliter les électeurs à exercer leur droit de sélectionner et d'élire leurs représentants et de participer à la gouvernance ; financer le processus électoral et non les partis politiques ; soutenir le droit à un vote informé.

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** Ne pas couper les liens du Canada avec la monarchie britannique.

**Parti 4 :** Décentraliser l'appareil de la fonction publique ; créer un Fonds des médias écrits à partir des taxes récoltées sur les publicités ; mettre en place des États généraux sur l'avenir des médias avec l'ensemble des acteurs touchés par la crise qu'elle subit ; céder au Québec la réglementation des télécommunications et de la radiodiffusion ; s'opposer au nouveau Code sur les services Internet qui diminue les droits des consommateurs ; couper tout lien avec la monarchie britannique ; rétablir le financement public des partis politiques et un plafond des dons à 500\$.

**Parti 5 :** Remplir les coffres de l'État en autorisant l'affichage publicitaire au Sénat et à la Chambre des communes ; instaurer une loterie qui choisirait au hasard les sénateurs et donnerait aux gagnants tous les avantages sociaux associés à cette fonction.

**Parti 6 :** Limiter le rôle du gouvernement à la protection des individus ; lier l'obtention du droit de vote à un service militaire, un service civil ou le paiement de taxes.

**Parti 7 :** Rendre public les dépenses du gouvernement et les salaires de plus de 100 000\$ ; empêcher les politiciens coupables d'un crime de siéger au parlement ; limiter l'intervention du CRTC à l'administration des fréquences et à la maximisation de l'accès public ; réduire les budgets de l'Office national du film et limiter son rôle à de l'archivage ; donner le mandat à Radio-Canada-CBC de valoriser notre héritage canadien et réduire son financement ; cesser le financement public des partis ou le distribuer équitablement à tous les partis ; transformer le Sénat pour qu'il soit élu et que le nombre de sénateurs soit lié au découpage des provinces.

**Parti 8 :** Diminuer les budgets pour Radio-Canada /CBC ; éliminer le rôle du CRTC dans l'industrie des télécommunications pour permettre une concurrence accrue ; recentrer le mandat de Radio-Canada/CBC afin qu'elle se concentre sur la culture canadienne et notre histoire commune et qu'elle offre une meilleure couverture des régions rurales.

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** Nommer un ministre responsable des Affaires rurales ; nommer un député québécois ministre responsable de l'Agence de développement économique pour les régions du Québec ; assurer que toutes les décisions du Cabinet et que les programmes du gouvernement comprennent une perspective rurale ; conserver les liens du Canada avec la monarchie britannique.

**Parti 11 :** -----

**Parti 12 :** Interdire aux entreprises faisant face à des accusations criminelles de faire du lobbying ; introduire un examen éthique, social et environnemental des achats gouvernementaux ; donner le pouvoir au vérificateur général d'examiner la publicité gouvernementale financée par les contribuables pour assurer qu'elle est non partisane ; éliminer définitivement l'influence des riches entreprises sur le gouvernement ; introduire des sanctions plus sévères dans la Loi sur les conflits d'intérêts et élargir la définition de ceux-ci ; lancer une enquête publique indépendante sur les tentatives présumées du bureau du premier ministre Trudeau d'intervenir dans le pouvoir décisionnel de l'ancienne procureure générale ; mettre en place une Garantie de services qui rendra les ministères responsables de l'établissement et de la publication de normes de service exécutoires ; réduire l'utilisation de la sous-traitance par le gouvernement fédéral ; mettre en place un plafonnement des prix pour que les Canadiens ne paient pas plus que la moyenne mondiale pour internet et le téléphone cellulaire ; faire en sorte que toutes les collectivités du Canada aient accès à l'internet haute vitesse le plus rapidement possible ; encadrer davantage l'offre de services et les pratiques des fournisseurs internet pour éviter les abus ; rendre les plateformes de médias sociaux plus responsables des fausses nouvelles qui y circulent ; conserver les liens du Canada avec la monarchie britannique ; travailler avec les provinces pour abolir le Sénat ; mettre en place la représentation proportionnelle mixte dans un premier mandat et tenir un référendum dans un deuxième mandat pour confirmer le choix ; établir une assemblée citoyenne indépendante qui recommandera la meilleure façon de mettre en place un système pour les élections suivantes pour une meilleure représentation locale ; baisser l'âge du scrutin à 16 ans ; augmenter le financement de Radio-Canada.

**Parti 13 :** Couper la bureaucratie fédérale de 50% sur une période de quatre ans ; prendre des mesures plus fortes contre les conflits d'intérêt et la corruption ; étendre la loi concernant l'influence des lobbyistes en incluant les bénéficiaires non-financiers et les bénéficiaires indirects ; encadrer davantage les dépenses des députés ; retirer de la Chambre des communes tout député ayant enfreint une loi liée aux conflits d'intérêts ; créer une ligne spéciale pour les lanceurs d'alertes et pour des dénonciations de corruption ; financer des études importantes sur la corruption et sur la façon d'y remédier ; rendre possible les référendums à initiatives populaires sur la base d'un seuil de signataires ; permettre le rappel d'élus pour tout membre du parlement sur la base d'un seuil de signataires ; obliger les parlementaires à étudier une initiative législative du peuple sur la base d'un seuil de signataires ; instaurer des mécanismes permettant le vote électronique du peuple sur des projets de lois précis ; permettre au peuple d'initier un vote de non-confiance envers le gouvernement ou le premier ministre sur la base d'une pétition de 6 millions de citoyens ; supprimer le Bureau du Conseil privé en raison de son caractère non-élu ; couper les ministères fédéraux et les consolider de 35 à 12 ; amender la période des questions pour obtenir une plus grande transparence dans les réponses du gouvernement ; s'assurer que le vérificateur général soit désormais élu.

**Parti 14 :** Interdire le financement direct des partis pour le remplacer par une taxe sur le revenu ; adopter un mode de scrutin incluant la représentation proportionnelle ; démocratiser le Sénat pour en faire une chambre élue sans partis politiques.

**Parti 15 :** Empêcher qu'un ministre ou un sénateur puisse légiférer dans un domaine où il a un intérêt financier quelconque ; renforcer les pouvoirs et la transparence des commissaires à l'éthique ; empêcher qu'un lobbyiste puisse travailler dans la fonction publique

sans un départ définitif de sa fonction précédente ; empêcher qu'un lobbyiste puisse devenir membre d'un cabinet de ministre ; empêcher tout cadeau de lobbyistes visant à influencer le gouvernement, incluant les voyages payés ; obliger un délai de deux ans pour que tout ministre puisse devenir lobbyiste après son mandat ; assurer l'existence de médias publics bien financés et indépendants de toute forme d'interférence ; assurer un climat de saine compétition entre les différents médias privés ; mettre fin aux prix abusifs d'Internet ; s'assurer que les nouveaux membres du Sénat soient désormais choisis par l'ensemble du parlement ; faire choisir le gouverneur général par un groupe de personnes élues parmi des personnes suggérées par le pouvoir judiciaire.

**Parti 16 :** Empêcher les fonctionnaires d'avoir une double nationalité ; réformer la constitution sur les fondements du parti ; consolider les décisions nationales en les faisant reposer sur une autorité compétente au-delà de la simple défense de la démocratie ; donner au premier ministre le droit de choisir des candidats sur le Conseil privé de la Reine et sur le Bureau du conseil privé ; permettre de proroger le parlement tout en accordant au chef du gouvernement le plein pouvoir de reprendre ses travaux ; réduire la taille du Sénat ; réduire la taille de la Chambre des communes ; réformer et réduire les ressources du gouverneur général et du lieutenant-gouverneur.

**Parti 17 :** Limiter les pouvoirs du gouvernement central par de nombreuses institutions (compagnies, médias, syndicats) ; financer davantage les infrastructures dans les villes importantes afin d'assurer leur prospérité à une échelle globale.

**Parti 18 :** Introduire la possibilité de rappeler des élus par pétition ; introduire la possibilité de refaire une constitution sur la base d'une assemblée populaire ; prendre des mesures pour mettre fin aux monopoles dans le domaine des médias ; reconnaître l'autonomie des municipalités et créer les conditions favorables à une démocratie locale populaire ; faire de notre démocratie un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple grâce à l'écriture d'une nouvelle constitution ; remplacer le Sénat par une chambre des nationalités où les Premières nations, les Québécois, le Canada anglais, les Métis et les Acadiens seraient représentés (cette chambre pourrait prendre des initiatives législatives et aurait le droit de veto sur les lois de la Chambre des communes) ; introduire un mode de scrutin proportionnel.

**Parti 19 :** Renforcer le rôle et protéger l'indépendance des fonctionnaires du Parlement ; renforcer la Loi sur les conflits d'intérêts ; limiter le lobbying en renforçant la Loi sur le lobbying ; abaisser à 16 ans le droit de vote ; établir un Cabinet représenté par tous les partis pour s'assurer d'éliminer la politique partisane de la lutte contre le réchauffement climatique ; augmenter le financement de CBC / Radio-Canada ; réformer les lois antitrust pour permettre la séparation des conglomérats médiatiques ; supprimer l'échappatoire qui permet aux plateformes de médias sociaux de ne pas avoir à percevoir d'impôts sur la publicité ; réglementer davantage les médias sociaux ; conserver les liens du Canada avec la monarchie britannique ; obliger tous les partis à présenter une estimation du coût de leur programme électoral au directeur parlementaire du budget afin qu'il l'examine ; mandater Élections Canada pour qu'il exige la vérité dans les messages publicitaires qui accompagnent les campagnes électorales ; obliger le président de la Chambre des communes à appliquer les règles en place pour réduire l'influence de la ligne de partis sur les députés ; adopter un scrutin proportionnel ; faciliter l'accès aux documents gouvernementaux (éliminer les frais).

## **2. RELATIONS INTERNATIONALES ET AFFAIRES MILITAIRES**

**Parti 1 :** Fournir de l'aide humanitaire aux réfugiés et aux victimes de désastres naturels ; prioriser une forme de commerce international qui repose sur l'avantage et le développement mutuels ; retrait de tous les traités néolibéraux de libre-échange qui ont mis les ressources humaines et naturelles du Canada à la disposition des monopoles ; établir un gouvernement antiguerre afin de faire du Canada un facteur de paix et non de guerre de pillage ; retirer le Canada de l'OTAN, de NORAD et des organisations et arrangements militaires agressifs ; mettre fin à l'ingérence du Canada dans les affaires des pays souverains ; mettre fin au déplacement des populations dû aux guerres d'agression et d'occupation.

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** -----

**Parti 4 :** Augmenter progressivement l'aide internationale ; retirer les crimes sexuels de la compétence des tribunaux militaires pour les confier aux tribunaux civils ; favoriser le libre-échange, mais à condition que les ententes signées par le Canada soient favorables au Québec et ne limitent pas la capacité de légiférer sur le bien commun ; s'opposer à l'entente Canada-Europe à moins de la création d'un programme d'aide de 300 millions pour les producteurs de fromage ; s'opposer au Partenariat transpacifique à moins que la gestion de l'offre soit intégralement protégée ; sauf en cas d'urgence humanitaire, s'assurer que toute intervention militaire du Canada soit multilatérale et cautionnée par l'ONU ; exiger que le Québec puisse conduire lui-même toutes ses relations internationales dans ses champs de compétence, incluant la conclusion des traités ; faire de la lutte contre les changements climatiques et contre les paradis fiscaux les enjeux principaux de la politique étrangère ; obliger le Canada à obtenir le consentement du Québec avant de prendre une décision à l'UNESCO.

**Parti 5 :** Faire de la défense nationale la priorité numéro un du parti ; faire des relations internationales la priorité numéro un du parti ; vendre les postes d'ambassadeurs aux plus offrants afin d'éviter les nominations partisans ; ramener le pôle magnétique sur notre territoire.

**Parti 6 :** Abolir l'aide étrangère ; financer davantage l'armée canadienne ; se retirer de l'OTAN ; abolir toutes les barrières au commerce et les tarifs douaniers ; se retirer de l'ONU.

**Parti 7 :** Défendre la liberté à travers le monde, pas l'avortement, la confusion des genres et la dette ; faire du combat contre le terrorisme une priorité ; financer davantage l'armée canadienne ; financer davantage l'aide donnée aux Vétérans ; s'opposer au protectionnisme et aux guerres commerciales.

**Parti 8 :** Libéraliser les échanges commerciaux avec autant de pays que possible tout en protégeant notre sécurité et notre économie de la menace d'investisseurs étrangers hostiles ; économiser des milliards de dollars en supprimant progressivement l'aide au développement ; concentrer l'aide internationale exclusivement sur l'action humanitaire d'urgence (crises sanitaires, conflits majeurs et catastrophes naturelles) ; ne pas se mêler des conflits étrangers à moins d'avoir un intérêt stratégique crucial à le faire tout en travaillant avec les alliés actuels du Canada ; défendre la sécurité avant tout contre le terrorisme islamiste ; donner la priorité aux relations avec les États-Unis et renforcer cette collaboration ; favoriser la souveraineté du Canada plutôt que de signer des traités qui la diminuent ; se retirer de toutes les ententes sous l'égide de l'ONU et réduire au strict minimum notre présence dans celle-ci.

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** Dépenser un peu plus pour financer l'armée canadienne.

**Parti 11 :** Créer un fonds spécial dédié aux Vétérans ; réduire notre dépendance aux États-Unis et coopérer avec plus de pays dans le monde.

**Parti 12 :** Augmenter l'aide au développement international pour atteindre l'objectif d'y consacrer 0.7% de notre revenu national brut ; aider davantage les anciens combattants en finançant davantage les divers services auxquels ils ont droit, principalement la santé mentale ; veiller à ce que les armes fabriquées au Canada n'alimentent pas les conflits et les violations des droits de la personne à l'étranger ; financer adéquatement l'armée canadienne afin que l'équipement ne soit plus désuet ; s'opposer à toute forme de privatisation dans l'armée ; ne pas s'opposer au commerce international mais améliorer la transparence des négociations et faire respecter les normes du travail, les protections environnementales et les droits de la personne ; n'accepter aucun tarif douanier sur notre acier ou non aluminium ; adopter une politique étrangère fondée sur les droits de la personne, le multilatéralisme, la paix et la sécurité mondiale ; appuyer le désarmement nucléaire ; prendre position en faveur d'une solution juste et durable à deux États entre Israël et la Palestine.

**Parti 13 :** Réduire l'aide internationale de 75% ; se retirer des accords commerciaux qui nuisent aux intérêts du Canada ; enlever la citoyenneté à toute personne reconnue coupable de terrorisme contre notre pays ; cesser tout paiement volontaire à l'ONU et ses affiliés ; tenir un référendum pour se retirer complètement de l'ONU.

**Parti 14 :** Imposer des tarifs aux pays qui n'ont pas des taxes sur le carbone aussi imposantes que le Canada.

**Parti 15 :** Promouvoir le désarmement nucléaire mondial ; mettre sur pied des enquêtes approfondies concernant la collusion et la torture liées à la guerre en Irak ; augmenter le salaire des employés des forces armées.

**Parti 16 :** Augmenter les dépenses militaires à 3% de plus que le PIB ; se retirer de la Banque des règlements internationaux ; se retirer du Fonds monétaire international.

**Parti 17 :** Faire du Canada un « gardien de la paix » plutôt qu'un État interventionniste ; augmenter le niveau de l'aide internationale ; renforcer la souveraineté du Canada ; privilégier et renforcer les relations avec les pays du Commonwealth.

**Parti 18 :** retirer le Canada de l'ALENA et des autres accords du même type qui favorisent les grandes entreprises ; retirer le Canada de l'Organisation Mondiale du Commerce ; promouvoir l'opposition au capitalisme et l'abolition des classes sociales à travers le monde ; s'opposer à l'impérialisme des États-Unis et des autres pays impérialistes ; promouvoir l'autonomie et l'indépendance des peuples en lutte ; promouvoir la paix et le désarmement mondial ; retirer le Canada de l'OTAN et des autres structures militaires impérialistes ; démanteler les agences de surveillance ; placer l'armée sous un plus grand contrôle et une meilleure supervision du peuple ; travailler à démocratiser l'ONU et s'opposer au contrôle de cette institution par des pays impérialistes.

**Parti 19 :** Accroître le budget de l'aide internationale pour qu'il atteigne 0.7% du PIB ; faciliter l'obtention de l'aide internationale et ne pas la lier à des intérêts commerciaux ou géostratégiques ; annuler l'achat des F-35 et acquérir davantage d'avions pour combattre les feux de forêt ; faire intervenir davantage l'armée pour secourir dans les désastres environnementaux ; interdire les armes autonomes et lutter pour établir un pacte mondial visant à rendre ces armes illégales ; signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ; assurer un financement stable pour les militaires canadiens ; annuler les contrats visant à fournir des véhicules blindés à l'Arabie Saoudite et interdire l'importation de pétrole saoudien.

### **3.ÉCONOMIE, FISCALITÉ ET TRAVAIL :**

**Parti 1 :** Faire du secteur manufacturier une priorité ; favoriser le droit public plutôt que le droit des monopoles ; augmenter le financement des programmes sociaux en cessant de financer les plus riches ; s'opposer à toute forme de privatisation des avoirs publics et nationaliser les ressources naturelles importantes.

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** Appuyer l'idée selon laquelle les syndicats devraient avoir un peu moins de pouvoir ; s'opposer à l'idée selon laquelle le déficit du budget fédéral devrait être réduit même si cela entraîne une diminution des services publics ; réduire les frais et la paperasse liés aux entreprises (éliminer des frais de transaction, éliminer les frais liés aux services-conseils, automatisation des relevés d'emploi, etc.) ; créer le Compte canadien pour les entrepreneurs de sorte que, chaque année, jusqu'à 2 000 d'entre eux pourront avoir accès à 50 000\$ pour créer une nouvelle entreprise ; donner un bon de 250\$ à chaque nouvelle entreprise pour des services de soutien au commerce en ligne ; faire en sorte que les grandes entreprises paient un peu moins d'impôt ; offrir une réduction (jusqu'à 10%) pour les propriétaires qui achètent leur première maison et bonifier l'aide pour les marchés où les coûts sont élevés ; instaurer une approche nationale uniforme de lutte contre la spéculation étrangère en appliquant une taxe annuelle de 1 pour cent sur les logements inoccupés et la spéculation immobilière visant les propriétés détenues par des non-résidents ; s'opposer à l'idée de garantir un revenu minimum à tous les Canadiens, qu'ils aient un emploi ou non.

**Parti 4 :** Réclamer une caisse d'assurance-emploi autonome ; hausser les prestations à 60% du revenu ; annuler le délai de carence ; permettre l'accessibilité au régime à partir de 360 heures travaillées ; abolir le Tribunal de la sécurité sociale ; faire une réforme de l'assurance-emploi pour que les femmes qui perdent leur emploi vers la fin ou au retour de leur congé de maternité et parental puissent être protégées par les prestations ; appuyer l'idée selon laquelle les syndicats devraient avoir davantage de pouvoir ; s'opposer à l'idée selon laquelle le déficit du budget fédéral devrait être réduit même si cela entraîne une diminution des services publics ; déposer une loi anti-briseurs de grève ; soutenir davantage les petites entreprises et les startups technologiques ; donner un crédit d'impôt aux employeurs pour la formation et le maintien au travail des personnes de 65 ans et plus qui le désirent, en plus d'une hausse du revenu salarial pouvant être gagné par les aînés sans pénalité au Supplément de revenu garanti ; forcer l'examen de tous les accords fiscaux conclus par le Canada avec les paradis fiscaux ainsi que des moyens pour les contrer ; imposer les profits que les entreprises rapatrient des paradis fiscaux ; remettre au pas l'Agence du revenu en raison de son laxisme face à l'évasion fiscale ; créer des fonds d'investissement pour les secteurs de pointe (ex. multimédia) ; rétablir les crédits d'impôt pour les fonds de travailleurs ; faire en sorte que Revenu Québec administre aussi l'impôt fédéral pour économiser et faciliter les déclarations d'impôt ; faire en sorte que les personnes les plus riches paient un peu plus d'impôt ; augmenter le taux d'impôt des banques à charte ; augmenter le taux d'impôt des entreprises productrices de pétrole ; imposer les gérants du Web à hauteur de 3% de leur activité sur le territoire canadien ; faire en sorte que les grandes entreprises paient beaucoup plus d'impôt ; recréer le programme Éco énergie pour encourager les rénovations écoénergétiques ; bonifier le budget alloué à la construction, la rénovation et la transformation de logement social et abordable ; exiger plus d'argent du gouvernement fédéral pour le logement social et l'itinérance ; mettre en place un crédit d'impôt pour les logements intergénérationnels ; faciliter l'achat d'une première maison en modifiant le programme d'aide ; proposer une réforme des pensions de vieillesse pour protéger le revenu des ménages ; bonifier le supplément de revenu garanti ; faire des caisses de retraite des créanciers prioritaires en cas de faillite d'une entreprise ; moratoire sur l'installation de boîtes postales communautaires et poursuite du service postal à domicile ; s'opposer à la création d'une commission pancanadienne des valeurs mobilières qui affaiblirait le secteur financier du Québec ; imposer la TPS sur la publicité en ligne peu importe la plateforme,

**Parti 5 :** Faire de l'économie la priorité numéro un du parti ; pour stimuler l'économie, changer les 25 cents en trente-sous afin d'augmenter les revenus des contribuables de 16% ; rajouter les journées fériées du 1<sup>er</sup> avril et du jour de la fête du chef de ce parti dans le Code du travail ; instaurer une interdiction de travailler le lendemain d'un jour férié ; réduire le nombre d'accidents dans les usines en enveloppant tous les travailleurs dans du papier bulle ; promettre un emploi à chaque citoyen d'ici 2020 et 2 ou 3 d'ici 2022 ; ouvrir des paradis fiscaux dans toutes les provinces pour engranger jusqu'à 2000 milliards de dollars par année.

**Parti 6 :** Abolir l'assurance-emploi ; s'opposer à l'existence d'une banque centrale ; rattacher le dollar canadien à la valeur de l'or ; vendre toutes les compagnies publiques qui ne sont pas profitables ; abolir les crédits d'impôt ; balancer le budget d'ici deux ans ; abolir complètement l'aide aux entreprises ; abolir l'impôt des entreprises ; abolir toutes les taxes excepté une taxe principale permettant de voter et de se présenter comme candidat ; abolir la taxe sur le capital.

**Parti 7 :** Diminuer l'aide aux sans-emplois ; ordonner à la banque du Canada de faire des prêts sans intérêt aux provinces pour qu'elles financent l'essentiel de leurs infrastructures ; réinstaurer la banque du Canada dans son rôle de créatrice de la monnaie et agence de contrôle des banques privées ; empêcher les grèves qui menacent des services essentiels ; amortir la dette du Canada sur 25 ans ; faire de la réduction de la dette la priorité du gouvernement ; diminuer l'aide aux grandes entreprises ; permettre de calculer l'impôt sur le revenu sur la base du foyer fiscal ; à long-terme, éliminer tout impôt sur le revenu pour le remplacer par une taxe sur les biens et services ; créer un impôt à taux unique (même taux d'imposition peu importe le revenu) ; diminuer l'imposition des individus ; financer massivement les infrastructures au niveau national ; réduire les achats étrangers dans l'immobilier ; remplacer les plans de pension actuels par un portfolio d'investissement adapté à chaque travailleur ; rendre plus restrictive l'aide aux sans-emplois.

**Parti 8 :** Élargir de façon permanente la déduction pour amortissement accéléré à tous les secteurs de l'économie ; éliminer les grosses subventions aux entreprises ; réaffirmer l'autorité et le leadership du gouvernement fédéral en matière de commerce intérieur en lui donnant le pouvoir exclusif de légiférer relativement au commerce international et interprovincial ; nommer un ministre du Commerce intérieur dont la seule responsabilité sera de promouvoir l'élimination des barrières commerciales interprovinciales ; privatiser les aéroports ; privatiser Postes Canada et éliminer son monopole sur les lettres ; privilégier le libre-marché et diminuer l'intervention de l'État ; cesser d'acheter le vote de groupes d'intérêt avec des crédits d'impôt à la pièce ; équilibrer le budget dans les deux premières années d'un gouvernement ; supprimer progressivement le système de gestion de l'offre sur plusieurs années afin de permettre aux agriculteurs de s'adapter et de compenser la perte de valeur des quotas ; permettre aux producteurs de lait, d'œufs et de volaille du Canada de prospérer et de vendre leurs produits à l'étranger ; mettre en place un système libre, ouvert et équitable remplaçant la gestion de l'offre ; diminuer les impôts des entreprises de 15% à 10% ; réduire le palier d'imposition fédéral à 15% sur les revenus entre 15 001\$ et 100 000 \$ et à 25% sur les revenus supérieurs à 100 000 \$ ; pas d'impôt fédéral sur les premiers 15 000\$ gagnés ; abolir l'impôt sur le gain en capital.

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** Appuyer l'idée selon laquelle les syndicats devraient avoir un peu moins de pouvoir ; réduire le déficit du budget fédéral même si cela entraîne une diminution des services publics ; assurer que toutes les régions reçoivent leur juste part des sommes consacrées à l'infrastructure en réservant un budget spécifiquement pour elles ; créer des emplois meilleurs et mieux rémunérés en réalisant des projets bâtisseurs de nation ici au pays, tout en défendant les travailleurs canadiens sur la scène mondiale ; diminuer le taux d'imposition pour les revenus inférieurs à 47 630\$ de 15% à 13.75% ; appuyer l'idée selon laquelle les plus riches devraient payer un peu moins d'impôt ; diminuer un peu l'impôt des grandes entreprises ; s'opposer à l'idée que le gouvernement devrait garantir un revenu minimum à tous les Canadiens, qu'ils aient un emploi ou non ; éliminer la TPS du chauffage résidentiel.

**Parti 11 :** Enquêter sur la montée des prix ; établir des procédures strictes et uniformes afin de garantir les droits des consommateurs et des compagnies en cas de contrats ; protéger les consommateurs contre les frais cachés ; mettre l'emphase sur les emplois innovants qui combleront nos besoins pour 2030 ; augmenter l'impôt sur les revenus les plus élevés ; créer un fonds spécial pour les retraités ; prendre des mesures pour garantir une sécurité financière au nombre croissant de personnes âgées ; diminuer les taxes à la consommation.

**Parti 12 :** Mettre en place un seuil d'admissibilité universel de 360 heures pour s'assurer qu'un plus grand nombre de gens aient accès aux prestations d'assurance-emploi ; rétablir le système d'appel pour rendre les décisions rapides et équitables ; faciliter l'accès aux prestations d'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers ; augmenter le taux de remplacement du revenu à 60% et créer un supplément pour les gens à faible revenu (montant minimum de 1200\$) ; faciliter l'accès aux prestations et en augmenter la durée pour les gens atteints de maladie ; protéger légalement le Compte des opérations de l'assurance-emploi afin que les gouvernements futurs ne puissent pas y prendre de l'argent ; faciliter l'adhésion à un syndicat et défendre la formule Rand ; s'opposer aux lois sévères qui suspendent les droits à la négociation et à faire la grève ; interdire le recours à des travailleurs de remplacement lors des conflits de travail ; mettre à jour le Code canadien du travail afin d'améliorer les dispositifs de protection des travailleurs ; mettre en place un salaire minimum fédéral de 15\$ ; interdire les stages non-rémunérés qui ne sont pas effectués dans le cadre d'un programme d'éducation ; augmenter la protection des consommateurs pour les transactions financières et encadrer le travail de conseillers financiers ; veiller à ce que le consommateur ait le droit de faire réparer ses appareils électroniques à prix abordables ; adopter une Déclaration des droits des consommatrices et consommateurs de télécommunications pour les protéger sur internet ; s'opposer à l'idée de réduire le déficit du budget fédéral même si cela entraîne une diminution des services publics ; éliminer les échappatoires fiscaux en abolissant les actions au porteur, en obligeant les sociétés à démontrer la raison économique de leurs transactions à l'étranger et en améliorant la transparence des impôts payés par les grandes entreprises ; créer 300 000 emplois dans un premier mandat en investissant dans l'économie verte ; moderniser la Loi sur Investissement Canada afin de protéger les emplois canadiens ; convoquer d'urgence un sommet de l'automobile pour sauver ce secteur de l'économie et s'assurer de l'achat canadien et écologique du parc automobile du gouvernement ; rétablir le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile et verser des contributions libres d'impôt aux constructeurs automobiles ; soutenir davantage l'industrie manufacturière du Canada ; examiner le système d'approvisionnement fédéral pour s'assurer que les entreprises canadiennes soient encouragées ; veiller à ce que Netflix, Facebook, Google et les autres entreprises de médias numériques respectent les mêmes règles que les diffuseurs canadiens ; faciliter la transmission d'une petite entreprise à la prochaine génération ; porter le taux d'inclusion des gains en capital à 75% ; réduire les impôts des petites entreprises ; annuler les précédentes réductions d'impôts des grandes entreprises et les ramener aux niveaux de 2010 ; augmenter le taux d'imposition des plus riches ; créer une taxe sur la richesse de 1% sur les fortunes dépassant 20 millions de dollars ; créer 500 000 logements sociaux abordables et de qualité au cours des dix prochaines années en y investissant massivement et en les favorisant de diverses façons ; aider l'achat de maison par des prêts hypothécaires échelonnés sur 30 ans et par des crédits d'impôt ; instaurer une Taxe pour les acheteurs étrangers afin de mettre fin à la spéculation immobilière ; rénover les bâtiments à grande échelle pour les rendre écoénergétiques ; défendre les pensions pour qu'elles ne diminuent pas et renforcer les régimes publics de retraite ; empêcher les entreprises de verser des dividendes et des primes lorsque les régimes de retraite sont sous-capitalisés ; créer un programme d'assurance retraite obligatoire financé par l'industrie pour nous assurer qu'aucun travailleur ne soit privé des prestations de retraite gagnées pour des raisons hors de leur contrôle ; rétablir le courrier à domicile dans toutes les collectivités qui l'ont perdue et empêcher de futures coupures ; collaborer avec les provinces pour lancer un projet pilote pancanadien sur le revenu de base.

**Parti 13 :** Associer de façon étroite l'assurance-emploi à une réintroduction sur le marché du travail ; réinstaurer la Loi sur la Banque du Canada de 1934 pour réinstaurer la véritable Banque du Canada appartenant au peuple canadien et réduire la dette ; obliger le gouvernement à déposer des budgets balancés (sans déficit) ; éliminer la dette fédérale en un temps raisonnable ; encourager la création de compagnies publiques lorsqu'elles sont profitables aux dépenses de l'État ; instaurer un impôt sur le revenu selon le schéma suivant : aucun impôt à moins de 22 000\$, 15% de 22 000\$ à 200 000\$ et 25% pour ceux qui gagnent plus de 200 000\$ ; étudier la possibilité de supprimer l'impôt sur le revenu pour le remplacer par une taxe à la consommation ; diminuer l'impôt sur les entreprises avec un taux unique de 9% ; donner des crédits d'impôt aux entreprises qui conduisent la majorité de leurs opérations au Canada ; donner des crédits d'impôt aux entreprises qui reforment des travailleurs plus âgés qui avaient quitté le marché du travail ; démanteler les programmes favorables aux travailleurs étrangers pour favoriser les travailleurs canadiens.

**Parti 14 :** S'opposer au productivisme économique ; augmenter la protection des travailleurs du secteur privé ; augmenter l'aide du gouvernement aux petites entreprises et aux coopératives ; créer des fonds souverains permettant d'investir dans les entreprises canadiennes majeures ; développer le label « Qualité Canada » afin d'encourager la production responsable ; augmenter l'impôt des plus riches ; augmenter les pensions.

**Parti 15 :** S'opposer activement au contrôle de l'économie par les banques privées et les grandes entreprises ; assurer qu'un minimum de 50% de la nouvelle monnaie créée sera gouvernementale et ne pourra être liée à des intérêts ; interdire les taux d'intérêts sur les cartes de crédit qui dépassent plus de 5% du taux de base ; modifier la Loi sur les banques afin d'exiger que les banques privées et les autres institutions financières soient obligées de maintenir des réserves d'argent de la banque du Canada ; renforcer les régulations existantes pour limiter les frais spéciaux des banques et autres pratiques injustes ; créer une nouvelle agence fédérale visant à donner de meilleures informations pour les consommateurs, de meilleurs mécanismes de plaintes, etc. ; établir une liste efficace de télévendeurs problématiques et encadrer davantage ceux-ci ; obliger l'étiquetage de tout ce qui contient des OGM ; obliger l'étiquetage du poisson d'élevage ; obliger l'étiquetage des régions d'origine de l'ensemble des ingrédients d'un produit ; protéger davantage les consommateurs contre les abus des entreprises (ex. frais cachés) ; rapatrier tout ce qui est en lien avec la consommation sous un même ministère dédié aux consommateurs ; rendre les importateurs responsables du coût de l'inspection de leurs produits ;

renforcer le Competition Act afin d'éviter les monopoles et donner de véritables choix aux consommateurs ; s'assurer que tout ce qui est étiqueté « Fait au Canada » soit d'une grande précision et fiabilité ; rendre les contrats du gouvernement plus transparents pour aider les petites entreprises ; prêter de l'argent aux provinces à des taux d'intérêts proche de zéro pour financer les programmes sociaux grâce à un meilleur contrôle de la banque du Canada ; consulter les entreprises afin de générer une liste de règlements à abolir ou simplifier ; augmenter les montants de base pour les pensions ; financer les régions éloignées pour qu'elles parviennent à créer des centres industriels intégrés (plutôt que de se concentrer sur la simple exploitation des ressources) ; introduire un revenu de citoyenneté qui remplacerait la plupart des dépenses sociales du gouvernement et qui serait lié à une réforme de la taxation ; augmenter le revenu minimum nécessaire pour payer des impôts ; diminuer les impôts sur le revenu grâce à un meilleur contrôle de la banque du Canada et de la création monétaire ; diminuer l'impôt sur le revenu des plus pauvres et de la classe moyenne ; simplifier la taxation ; diminuer les taxes sur les petites entreprises.

**Parti 16 :** Réinstaurer la loi sur les banques de 1938 permettant à la Banque du Canada de faire des prêts sans intérêts à des institutions publiques ; réviser le « Investment Canada act » afin que l'investissement étranger soit interdit dans les banques de classe A ; augmenter le taux de réserve de notre secteur bancaire de 0% ; réviser et potentiellement abolir la dette des institutions publiques ; abroger la Loi canadienne sur la concurrence afin de permettre des fusions rentables ; abolir l'impôt sur le revenu pour les citoyens non-mariés qui gagnent moins de 35 000\$ par ans et les citoyens mariés qui gagnent conjointement plus de 70 000\$ ; établir des fiducies ou des fonds appartenant à l'État dans les principaux secteurs de l'économie dans le cadre d'une politique de corporatisation.

**Parti 17 :** Assurer la liberté d'entreprise dans une économie qui soit l'objet d'une saine compétition plutôt que contrôlée par des monopoles ; favoriser un gouvernement fiscalement responsable et limité dans ses responsabilités ; supporter le « 100 miles challenge » visant à encourager les consommateurs à acheter d'entreprises locales ; viser le paiement de la dette réelle d'ici 25 ans ; créer un organisme chargé de surveiller les dépenses dans les programmes sociaux et s'assurer qu'elles sont bénéfiques pour tous les Canadiens ; favoriser davantage les petites entreprises ; faire de l'égalité des chances un principe de base du gouvernement.

**Parti 18 :** Réaliser le socialisme en faisant des principaux moyens de production la propriété de la société dans son ensemble ; tendre vers l'abolition complète des classes sociales et réaliser une redistribution massive des richesses ; contrôler et restreindre les activités spéculatives et nationaliser les banques ; promouvoir le contrôle démocratique des entreprises par les ouvriers ; soutenir les syndicats et la syndicalisation et le droit à la grève ; réduire la durée de la journée et de la semaine de travail sans coupure de salaire ; augmenter le salaire minimum ; créer un programme gouvernemental pour créer massivement des emplois ; combattre les monopoles économiques privés ; renverser les privatisations et nationaliser les secteurs importants de l'économie, dont le secteur financier ; augmenter significativement l'impôt sur les profits des entreprises ; augmenter significativement l'impôt des plus riches ; augmenter le montant minimum des pensions.

**Parti 19 :** Faciliter l'accès à l'assurance-emploi ; encadrer davantage les pratiques des institutions financières (limiter les taux d'intérêt et les frais de guichet) ; appuyer l'idée selon laquelle les syndicats devraient avoir beaucoup plus de pouvoir ; s'opposer à l'idée de réduire le déficit du budget fédéral même si cela entraîne une diminution de services publics ; favoriser les petites entreprises et l'économie locale ; établir un fonds de capital de risque vert financé par le gouvernement fédéral pour appuyer le démarrage de petites entreprises écologiques locales et viables ; réduire le fardeau de la paperasserie pour les petites entreprises en éliminant les déclarations de revenus et les formalités administratives qui font double emploi ; veiller à ce que toute nouvelle loi tienne compte des répercussions sur les petites entreprises ; maintenir le taux d'imposition des petites entreprises à un maximum de 9% ; instaurer une taxe pour les grandes entreprises équivalente à l'impôt sur le revenu payé par les employés qui ont été mis à pied à cause de l'intelligence artificielle ; faire payer beaucoup plus d'impôt aux grandes entreprises ; faire payer un peu plus d'impôt aux plus riches ; mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de logement ; adopter une approche de logement afin de fournir un soutien immédiat aux personnes en situation d'itinérance chronique ; investir dans le secteur de l'habitation coopérative ; inciter les propriétaires à convertir leurs appareils électroménagers pour des modèles écoénergétiques au moyen d'un crédit d'impôt élargi pour la rénovation domiciliaire ; éliminer la subvention aux acquéreurs d'une première habitation ; protéger les régimes de pension privés pour protéger davantage les travailleurs ; bonifier le Régime de pensions du Canada ; donner un rôle plus important à Postes Canada et la rendre plus verte ; rétablir la livraison postale à domicile ; établir un revenu minimum garanti assurant la dignité de tous ; fixer le salaire minimum fédéral à 15\$ de l'heure.

#### 4. ÉDUCATION ET FAMILLE

**Parti 1 :** -----

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** Bonifier l'Allocation canadienne pour enfants de 15% pour les enfants de moins d'un an ; rendre non imposables les prestations de maternité et les prestations parentales ; instaurer un congé de 15 semaines pour les parents adoptifs ; instaurer un système national de congés payés garantis pour les familles ; rendre les services de garde avant et après l'école plus accessibles en créant 250 000 places pour les enfants de moins de dix ans et réserver certaines de ces places pour les travailleurs aux horaires atypiques ; réduire de 10% les frais des services de garde ; mettre sur pied un secrétariat national qui travaillera avec les provinces pour élaborer un système de service de garde pancanadien ; investir au moins 25 millions de dollars par an pour augmenter les bourses d'étude et pour réduire les coûts de la formation des professionnels de la petite enfance ; s'opposer à l'idée selon laquelle le gouvernement devrait financer un système de garderies plutôt que de donner l'argent directement aux parents.

**Parti 4 :** bonifier les prestations du Supplément de revenu garanti ; abolir le fractionnement du revenu ; créer un crédit d'impôt pour soins à domicile ; ramener l'âge de la retraite à 65 ans ; augmenter les prestations du Régime de pensions du Canada ; créer une

Prestation de soutien au revenu pour les travailleurs âgés ; exiger une hausse du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour corriger des décennies de sous-financement fédéral en éducation ; demander une compensation de 190 millions du gouvernement fédéral qui a offert les frais de garde à coût réduit dans les autres provinces (alors que c'était déjà le cas au Québec) ; rendre non imposable la prestation universelle pour la garde d'enfants ; prendre des mesures pour assurer une plus grande indépendance à la recherche universitaire ; investir davantage dans la recherche universitaire ; exiger que la gestion des sommes fédérales pour la recherche soit confiée aux organismes québécois de financement de la recherche ; décentraliser les activités de recherche du gouvernement fédéral.

**Parti 5 :** Faire de l'éducation la priorité numéro un du parti ; remplacer les professeurs en congé par des photos de scientifiques célèbres.

**Parti 6 :** -----

**Parti 7 :** Préserver les familles pour mieux préserver la culture chrétienne du Canada ; donner 1000\$ par mois à toute famille dont un des parents demeure à la maison pour s'occuper des enfants jusqu'à 18 ans ; créer une commission royale chargée d'examiner les effets des familles du même sexe et donner à celle-ci la possibilité de suspendre cette législation ; encourager les écoles à promouvoir les valeurs familiales et le fait d'avoir des enfants pour obtenir un accroissement démographique ; encadrer et limiter l'éducation à la sexualité ; promouvoir un resserrement de l'offre de cours en lien avec les demandes du marché pour les études post-secondaires ; accorder 80% des fonds pour l'éducation post-secondaire en bons liés aux mérites des étudiants afin d'augmenter la compétition entre eux ; accorder des prêts sans intérêts pour les étudiants post-secondaires pendant les dix ans qui suivent leur graduation.

**Parti 8 :** -----

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** Bonifier les Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) de 20% à 30% pour chaque dollar investi pour un maximum de 2 500\$ chaque année ; rendre les prestations de maternité libres d'impôt et donner un crédit d'impôt d'un montant équivalent aux résidents québécois qui touchent des prestations de la RQAP ; s'opposer à l'idée selon laquelle le gouvernement devrait financer un système de garderies plutôt que donner l'argent directement aux parents.

**Parti 11 :** Éliminer les frais de scolarité pour l'éducation post-secondaire ; éliminer toutes les dettes étudiantes ; garantir un emploi d'été à tous les étudiants post-secondaires pour leur donner davantage d'expériences.

**Parti 12 :** Proposer un congé spécial permettant aux parents de prendre un congé parental plus court à un taux de remplacement plus élevé ; proposer un congé parental double pour les naissances multiples ; permettre aux travailleurs autonomes d'opter pour des prestations parentales en tout temps avant de prendre leur congé ; exiger que les employeurs consacrent au moins 1% de leur masse salariale à la formation de leurs employés ; créer un nouveau Fonds de développement et de possibilités pour les travailleurs pour élargir les options de formation ; travailler avec les provinces pour réduire les frais de scolarité au niveau postsecondaire ; mettre fin aux prêts et augmenter l'accès aux bourses d'études canadiennes non remboursables ; modifier les règles de l'assurance-emploi afin de permettre aux travailleuses et travailleurs qui quittent leur emploi pour retourner à l'école d'être admissibles aux prestations ; assurer des services de garde abordables et accessibles à toutes les familles ; améliorer les services de garde en investissant un milliard en 2020 et en augmentant les investissements chaque année ; s'opposer à l'idée selon laquelle le gouvernement devrait financer un système de garderies plutôt que donner l'argent directement aux parents.

**Parti 13 :** Adapter le contenu des cours aux différents niveaux scolaires en fonction des emplois de demain ; donner des crédits d'impôt aux entreprises qui engagent des étudiants en fonction d'un programme gouvernemental.

**Parti 14 :** Promouvoir de petites familles pour des raisons écologiques ; éliminer les frais de scolarité pour l'éducation post-secondaire ; rediriger les fonds fédéraux qui impliquent l'utilisation d'animaux pour des recherches scientifiques par des recherches incluant des méthodes alternatives.

**Parti 15 :** Abolir les frais de scolarité à l'université tant que les étudiants obtiennent leur diplôme pour promouvoir une meilleure égalité des chances ; fournir un revenu minimum pour les étudiants de niveau post-secondaire.

**Parti 16 :** Permettre des prêts de mariage dont 20% est annulé à chaque nouvel enfant ; créer une loi obligeant à l'échelle nationale que le curriculum scolaire soit fondé sur les valeurs chrétiennes et européennes ; établir un curriculum primaire orienté vers les humanités (langues, logique, éthique) pour par la suite mettre l'emphase sur les mathématiques, la science et la littérature ; réformer l'éducation secondaire et post-secondaire pour que la spécialisation soit davantage encouragée.

**Parti 17 :** Abolir la dette des étudiants trop endettés après un nombre d'années déterminées dans la mesure où ils demeurent au Canada ; augmenter le financement gouvernemental des universités ; établir un programme de support économique pour les étudiants post-secondaires assurant l'accessibilité aux études ; assurer 16 ans de scolarité gratuite à chaque canadien.

**Parti 18 :** Défendre une éducation publique gratuite à tous les niveaux ; fournir des services de garde gratuitement.

**Parti 19 :** Créer un Fonds des générations afin d'investir dans la formation écologique pour les métiers, les programmes d'apprentissage et les établissements d'enseignement ; abolir les frais de scolarité et lutter pour la gratuité des études postsecondaires ; adopter des programmes d'annulation de la dette étudiante pour les étudiants dont la dette dépasse 10 000\$ ; éliminer l'évaluation du revenu en cours d'études du Programme canadien de prêts aux étudiants ; améliorer l'accès aux subventions pour les étudiants diplômés et les étudiants au doctorat ; créer un corps de services communautaires et environnementaux pour appuyer l'emploi, la recherche et le développement des jeunes dans des secteurs importants ; créer des programmes d'apprentissage verts pour les jeunes ; appuyer l'idée selon laquelle le gouvernement devrait financer un système de garderies plutôt que donner l'argent directement aux parents.

## **5. ENVIRONNEMENT, EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET TRANSPORT.**

**Parti 1 :** Résoudre les problèmes de la destruction de l'environnement et des changements climatiques en investissant les êtres humains, en particulier les travailleurs, du pouvoir de contrôler les décisions sur quoi produire et comment ; nationaliser les principales ressources naturelles.

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** Éliminer progressivement les centrales au charbon ; faire des investissements historiques dans la protection de nos océans et de nos littoraux ; investir dans les énergies renouvelables pour que 90% de notre électricité provienne de sources non émettrices de gaz à effet de serre ; faire plus d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada ; aider davantage l'industrie pétrolière ; bannir le plastique à usage unique ; conserver la taxe sur le carbone ; appuyer plus de 1000 projets de réseaux de transport en commun.

**Parti 4 :** Créer un programme d'aide de 300 millions pour les producteurs de lait et de fromage ; exempter des gains en capital le transfert d'une entreprise agricole au sein d'une même famille ; éliminer les pesticides qui menacent la biodiversité avec un délai de transition pour les agriculteurs ; faire la promotion de l'alimentation locale et des produits de qualité du Québec ; déposer un projet de loi émission zéro obligeant chaque manufacturier à vendre un minimum de voitures à zéro émission en fonction du nombre de voitures à essence vendues ; créer un programme de rabais à l'achat d'un véhicule électrique ; mettre en œuvre un plan plus exigeant pour limiter la hausse des températures à 2 degrés ; rétablir les programmes de recherche sur les changements climatiques ; créer un fonds en recherche et innovation sur les énergies vertes ; s'assurer que le gouvernement fédéral aide autant la protection de la forêt québécoise que les autres provinces ; adopter une charte du bois rendant obligatoire son usage pour tout projet de bâtiment lié à des fonds fédéraux ; s'opposer à un affaiblissement du système de gestion de l'offre ; s'opposer à tout péage sur le pont Champlain ; utiliser les fonds destinés à la promotion du pétrole de l'Ouest pour promouvoir l'énergie propre comme l'électricité québécoise ; exiger un droit de veto sur tout projet de transport de pétrole par oléoduc ou par train concernant le Québec ; mettre fin aux subventions directes et indirectes à l'industrie des hydrocarbures ; s'opposer au projet de pipeline Énergie Est ; s'opposer à toute augmentation du transport de pétrole à travers le Québec ; bannir les plastiques à usage unique ; imposer une taxe sur le carbone dans les provinces où les émissions de GES par habitant sont plus élevées que la moyenne et transférer les fruits de cette taxe aux provinces qui ont les plus faibles émissions ; imposer des frais supplémentaires aux transporteurs de marchandises dangereuses par rail pour financer des inspections et contrôles supplémentaires ; exiger une commission d'enquête publique afin de faire la lumière sur le laxisme dans la réglementation du transport ferroviaire ; exiger qu'Ottawa contribue davantage à la mise en place d'un système de transport efficace ; soutenir les transports en commun et l'électrification des transports par un programme d'infrastructure atteignant 10 milliards par année ; soutenir les aéroports régionaux en bonifiant le programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires ; proposer un programme de réfection des quais de 100 millions de dollars sur quatre ans ; exiger que le Chantier Davie soit inscrit comme 3<sup>ème</sup> partenaire officiel de la Stratégie nationale de construction navale ; transférer les infrastructures maritimes fédérales situées sur le territoire québécois au gouvernement québécois.

**Parti 5 :** Faire de l'environnement la priorité numéro un du parti ; faire du transport la priorité numéro un du parti ; nationaliser le bacon ; accélérer le réchauffement de la planète pour qu'il menace l'existence de l'être humain d'ici 10 ans ; obliger tous les citoyens à laisser leurs fenêtres ouvertes l'été et à faire fonctionner l'air climatisé au maximum ; corrompre les animateurs de Météo Média afin qu'ils annoncent plus de soleil la fin de semaine et moins de neige en hiver ; éliminer toutes les limites de vitesse sur la route lors des tempêtes pour éviter que les canadiens y passent trop de temps ; renommer la glace noire en glace jaune fluo ; utiliser du caoutchouc plutôt que du béton lors de la fabrication des routes dans les grandes villes afin de réduire le nombre de blessures chez les cyclistes ; suite au succès du virage à droite au feu rouge, permettre également le virage à droite ou d'aller tout droit ; mandater des archéologues afin de découvrir si des vestiges de routes existent réellement sous les nids de poule montréalais ; faire en sorte que la pédale à frein soit désormais installée du côté passager des véhicules pour favoriser le covoiturage ; obliger les constructeurs automobiles à construire plus de voitures vertes (vert forêt, vert pâle, vert kaki et vert fluo).

**Parti 6 :** Abolir la gestion de l'offre ; résoudre les problèmes environnementaux par le libre-marché ; s'opposer à l'Accord de Paris ; obliger les provinces à accueillir des pipelines sur leur territoire s'ils veulent rester dans la confédération ; respecter les droits de propriété concernant le passage des pipelines.

**Parti 7 :** S'opposer à la propagande sur le réchauffement de la planète et se concentrer sur d'autres problèmes environnementaux ; développer une stratégie alimentaire nationale incluant les fermes familiales ; défendre la gestion de l'offre ; transférer l'argent alloué pour combattre les changements climatiques au combat contre la pollution locale ; favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables ; opposition à toute taxe environnementale.

**Parti 8 :** Abolir le cartel du sirop d'érable ; stimuler la croissance de l'agriculture par l'accroissement des exportations ; réduire la taxe fédérale sur les fermes de 15% à 10% ; étendre la déduction pour amortissement accéléré au secteur agricole ; réduire les frais de la Commission canadienne des grains immédiatement ; se retirer de l'Accord de Paris et abandonner ces objectifs de réduction de gaz à effet de serre ; cesser d'envoyer des milliards de dollars aux pays en développement pour les aider à réduire leurs émissions ; abolir la taxe sur le carbone du gouvernement libéral ; laisser les gouvernements provinciaux adopter des programmes de réduction qu'ils souhaitent ; investir dans des stratégies d'atténuation si des problèmes résultent d'un changement climatique naturel ; abolir les subventions aux technologies vertes et laisser les acteurs privés développer des alternatives rentables et efficaces ; contrer la propagande anti-pétrole et anti-pipeline émanant d'écologistes radicaux et de fondations étrangères ; abroger la loi C-48 (loi sur la réglementation des bâtiments transportant du pétrole ou des hydrocarbures) ; abroger la loi C-69 (loi resserrant les évaluations environnementales) ; approuver les projets de pipeline en utilisant un processus simplifié ; trouver un acheteur privé pour Trans

Mountain ; réaffirmer la compétence fédérale sur la construction de pipelines en invoquant l'article 92 (10) de notre Constitution en vertu duquel le Parlement peut déclarer tout projet comme étant pour l'avantage général du Canada ; réduire les coûts de transport aérien en privatisant les aéroports et en ouvrant le secteur à une plus grande concurrence.

**Parti 9 : ----**

**Parti 10 :** Diminuer modérément la quantité d'efforts déployés par le Canada pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre ; construire un corridor énergétique national et rendre le Canada indépendant sur le plan énergétique d'ici 2030 ; fournir davantage d'aide à l'industrie pétrolière ; s'opposer à l'idée de bannir les plastiques à usage unique ; abolir la taxe sur le carbone ; instaurer un Crédit pour les brevets verts et un Fonds pour la technologie et l'innovation vertes afin de permettre au Canada de réduire les GES ; offrir une déduction pour amortissement accéléré aux industries qui réduisent les émissions dans d'autres pays, et aux producteurs qui sont parmi les moins forts en carbone au monde ; élargir les programmes d'Exportation et Développement pour émettre plus d'obligations vertes et offrir un financement pour le développement de technologies de réduction des émissions ; lancer l'image de marque « éco-canadien » pour les produits canadiens qui sont les plus propres du monde ; offrir un Crédit d'impôt pour le transport en commun vert (autobus, tramway, métro, trains de banlieue et traversiers).

**Parti 11 :** créer un fonds spécialement dédié aux agriculteurs ; mettre l'emphase sur les provinces productrices de pétrole pour y créer des emplois à hauts salaires ; fournir un voyage d'été gratuit par Via Rail à tous les jeunes âgés de 16 à 30 ans.

**Parti 12 :** Élaborer une stratégie pancanadienne de lutte contre le gaspillage alimentaire ; renforcer l'étiquetage et la traçabilité des aliments ; protéger la gestion de l'offre ; indemniser les agriculteurs pour les pertes subies dans le cadre des négociations commerciales précédentes ; mettre en place un système communautaire de pêche en estuaire pour favoriser la pêche locale ; investir dans l'innovation forestière et la recherche dans le développement de la foresterie ; intensifier les initiatives de reboisement ; interdire le plastique à usage unique ; réinvestir dans la recherche pour aider à la protection des eaux douces ; alimenter le Canada en électricité sans carbone d'ici 2030 et à 100% pour 2050 ; créer une Banque canadienne pour le climat visant à financer les sources d'énergie propre et les technologies associées ; veiller à ce que les prix à la pompe soient plus équitables en créant un Ombudsman de surveillance du prix juste de l'essence et en renforçant le pouvoir du Bureau de la concurrence ; mettre fin aux subventions aux énergies fossiles ; interdire le plastique à usage unique ; déclarer l'urgence climatique et mettre en place des cibles ambitieuses de réduction des GES basées sur la science ; créer un Bureau de la responsabilité climatique faisant des rapports réguliers pour surveiller l'atteinte des cibles environnementales ; continuer la politique actuelle de tarification de carbone ; renforcer la *Déclaration des droits des passagers aériens* pour protéger davantage les voyageurs ; financer davantage l'industrie aérospatiale pour qu'elle devienne un chef de file en matière d'aviation propre ; tendre vers des transports publics 100% électriques d'ici 2030 ; aider les provinces et les municipalités qui en font une priorité à mettre en place un système de transport collectif gratuit ; rétablir les circuits d'autobus ruraux ; faciliter l'achat et l'utilisation de véhicules zéro émissions fabriquées au Canada en réduisant leurs coûts, en jumelant leur achat à des incitatifs et en mettant en place un réseau de stations de chargement à travers le pays ; protéger 30% de nos terres, de nos eaux douces et de nos océans d'ici 2030.

**Parti 13 :** Faire la promotion de l'idée selon laquelle les changements climatiques sont un canular ; supporter davantage l'industrie pétrolière et gazière ; rendre plus effective les sanctions contre les pollueurs ; éliminer la taxe sur le carbone ou toute taxe similaire.

**Parti 14 :** Cesser de financer les entreprises qui font de l'élevage d'animaux ; interdire toute pêche commerciale ; augmenter la quantité d'aires protégées (jusqu'à 50% du territoire) ; promouvoir le véganisme et l'antispécisme ; interdire les tests de cosmétiques sur les animaux ; mettre fin à tout financement fédéral à des industries qui utilisent des animaux ; remplacer les organismes fédéraux de protection des animaux actuels par de nouveaux qui visent réellement leur bien-être ; encadrer davantage l'industrie forestière ; financer un reboisement massif du Canada ; financer massivement les énergies vertes et diriger ce financement vers les communautés locales ; cesser de financer l'industrie pétrolière et gazière ; cesser l'expansion et la construction de pipelines ; implanter une taxe sur le carbone agressive.

**Parti 15 :** Promouvoir le développement durable ; investir davantage dans les fermes familiales ; investir davantage dans la protection des habitats et encadrer davantage les zones de pêche ; soutenir le moratoire de l'ONU sur le chalutage ; assurer que les automobilistes puissent choisir leur propre mécanicien grâce à une législation obligeant les constructeurs automobiles à faire des logiciels de diagnostic à la disposition de tous ; viser une cible de zéro-émission d'ici 2040 pour les automobiles individuelles ; créer un fond de 750 millions pour des emplois liés aux technologies vertes ; développer de nouvelles stratégies pour les arbres affectés, incluant les bio-carburants ; travailler à rouvrir le marché du bois avec les États-Unis tout en développant des marchés alternatifs ; encadrer l'industrie de la pêche pour qu'elle soit en harmonie avec le développement durable plutôt que le simple intérêt privé ; créer un marché et une banque canadienne du carbone ; lier des frais à la pollution (10\$ par tonne d'émissions à effet de serre pour les quatre premières années, puis augmentation) pour financer des baisses de taxes écologiquement incitatives ; éliminer progressivement l'utilisation d'énergies fossiles en éliminant les dépenses gouvernementales qui encouragent cette industrie ; éliminer toute dépense gouvernementale liée aux centrales nucléaires ; investir davantage dans les énergies vertes ; maintenir le moratoire sur l'exploration pour le gaz naturel et le pétrole dans le fleuve Saint-Laurent ; offrir des baisses de taxes pour les compagnies oeuvrant dans le domaine des énergies renouvelables ; utiliser davantage les différents déchets pour créer de l'énergie ; créer un programme visant à évaluer l'introduction d'une fiscalité plus environnementale ; financer un système fiable et abordable de train à haute vitesse reliant les différentes régions du Canada ; augmenter le support financier des moyens de transports écologiques ; financer davantage les transports collectifs dans les villes du Canada

**Parti 16 :** Abolir les lois C-69 et C-48 qui limitent l'industrie pétrolière ; créer une compagnie publique d'investissement concernant le pétrole et le gaz ; financer et protéger les industries importantes qui concernent les ressources naturelles ; abolir la taxe fédérale sur le carbone.

**Parti 17 :** Prendre davantage de mesures pour protéger l'environnement ; adhérer pleinement aux accords environnementaux en les envisageant comme des opportunités pour les Canadiens ; supporter davantage les fermes familiales comme un modèle de petites entreprises et mettre un frein à la concentration des terres dans ce secteur.

**Parti 18 :** Prioriser l'environnement avant le profit et réaliser une révolution écologique en abolissant le capitalisme ; nationaliser toutes les sources d'énergie ; nationaliser toutes les ressources naturelles (extraction, production, etc.) ; nationaliser les entreprises de transport.

**Parti 19 :** Financer l'agriculture, les marchés de producteurs, les petites fermes, les vignobles et les microbrasseries ; aider les agriculteurs, les pêcheurs et les autres intervenants des secteurs vulnérables à s'adapter aux niveaux de crise climatique que nous ne pouvons plus éviter ; rendre obligatoire la conversion au biodiésel de l'équipement des secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'industrie forestière ; encadrer davantage l'aquaculture ; lancer une initiative massive de plantation d'arbres dans notre arrière-pays et dans nos centres urbains ; lancer un effort à l'échelle mondiale pour rétablir les puits de carbone en mettant l'accent sur une régénération des forêts de la planète ; rénover tous les bâtiments (résidentiels, commerciaux et institutionnels) selon des normes d'efficacité énergétique élevées ; exiger des rénovations écoénergétiques pour tous les immeubles du gouvernement d'ici 2030 ; protéger les Canadiens contre les urgences climatiques de toutes sortes, acheter des bombardiers d'eau, construire des coupe-feux, renforcer les digues et barrages ; réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60% d'ici 2030 et à zéro d'ici 2050 ; introduire un prix sur le carbone au moyen d'un système de redevances et de dividendes ; élimination rapide de l'électricité produite à partir du charbon ; s'opposer aux exportations d'eau douce à grande échelle ; assurer à tous un approvisionnement en eau salubre ; améliorer les systèmes de traitement des eaux usées municipales et mettre fin au déversement des déchets non traités ; effectuer un inventaire de toutes les eaux souterraines et de tous les plans d'eau pollués et mettre en œuvre des stratégies pour les nettoyer ; augmenter le financement de la recherche pour les populations de poisson ; augmenter les zones de protection marine de 10 à 30 pour cent des eaux territoriales ; créer des investissements d'infrastructure nationaux pour la production d'énergie renouvelable et efficace et la fabrication d'énergies propres ; établir des programmes de formation des travailleurs qui enseignent aux travailleurs du secteur des combustibles fossiles les compétences requises par les industries de l'énergie renouvelable ; investir dans une stratégie canadienne en matière de réseau électrique afin de produire de l'électricité 100% renouvelable dans l'ensemble du Canada ; mettre fin à toutes les subventions à l'industrie des combustibles fossiles ; interdire la fracturation ; mettre fin à toute importation de pétrole étranger ; ne plus approuver aucun autre projet lié à un pipeline ; annuler le projet de pipeline Trans Mountain ; interdire le plastique à usage unique ; soumettre toutes les sources d'émissions de CO<sub>2</sub> à une taxe sur le carbone redistribuée aux Canadiens sous forme de dividendes ; créer un plan de transport clair et intelligent ; augmenter le financement fédéral pour les infrastructures piétonnières, cyclables dans les villes et les villages ; élaborer un plan mondial pour réduire les émissions provenant de l'aviation ; rétablir le service d'autobus dans les régions rurales et éloignées du Canada en achetant des autobus électriques ; augmenter le financement fédéral pour les infrastructures d'autopartage ; réinvestir dans l'infrastructure du transport en commun pour la rendre pratique, sécuritaire, confortable et abordable ; réinvestir dans notre réseau ferroviaire national ; élaborer un plan mondial pour réduire les émissions provenant de la navigation internationale ; offrir des rabais pour l'achat de véhicules écoénergétiques ; interdire l'achat de véhicules équipés d'un moteur à combustion interne d'ici 10 ans ; d'ici 2040, remplacer tous les véhicules à moteur à combustion interne par des véhicules électriques ; mettre en place un système pancanadien de chargement des véhicules électriques.

## **6. FRONTIÈRES, NATIONS ET IDENTITÉ.**

**Parti 1 :** Garantir les droits des réfugiés dans une nouvelle constitution ; respecter le droit du Québec à l'autodétermination ; rétablir les relations de nation à nation avec les peuples autochtones.

**Parti 2 :** Promouvoir l'indépendance du Québec ; nouer des liens entre le parlement fédéral et le parlement du Québec pour évoluer vers l'indépendance ; lier la défense du français au combat en faveur de l'indépendance du Québec.

**Parti 3 :** Appuyer l'idée que le Conseil des ministres soit composé d'autant de femmes que d'hommes ; admettre un peu plus d'immigrants au Canada ; appuyer l'idée que les migrants qui entrent au Canada à partir des États-Unis par un passage irrégulier à la frontière ne devraient pas pouvoir demander l'asile ; appuyer l'idée que les lois couvrant les droits de la personne au Canada devraient exiger que les personnes trans soient désignées par le pronom de leur choix ; faire davantage d'effort pour réparer les torts causés aux peuples autochtones dans le passé ; reconnaître la violence systémique envers les femmes et les filles des peuples autochtones comme une forme de génocide ; s'opposer fortement à ce que le Québec soit formellement reconnu en tant que nation dans la Constitution ; s'opposer fortement à ce que le Québec devienne un État indépendant.

**Parti 4 :** augmenter le budget du Conseil des arts jusqu'à 300 millions de dollars, incluant une aide à la promotion internationale ; stimuler la création de contenu télévisuel en ligne par une licence aux services de contenu en ligne ; reconnaître l'existence d'une culture québécoise et en faire la promotion auprès des plateformes en ligne ; revoir, avec le secteur culturel, les règles de redevances de la Commission du droit d'auteur pour l'accès à la musique en ligne pour fournir aux artistes une rémunération équitable ; bonifier la Stratégie pour les gemmes en entrepreneuriat ; s'engager à ce que soit établi un remboursement plus élevé aux partis politiques qui font élire un nombre de femmes correspondant à la zone paritaire afin de favoriser la participation des femmes en politique ; exempter le choix de livres de l'application de la TPS ; offrir des tarifs postaux réduits aux libraires ; renforcer les liens avec les québécois issus de l'immigration par une campagne « ouvert sur notre monde » ; exiger du gouvernement fédéral qu'il accorde un droit de veto au Québec sur toute décision fédérale d'expulser des réfugiés ; prendre des mesures pour accélérer le traitement des demandes des réfugiés et interdire les déportations vers des pays où il y a un danger ; suspendre l'entendre sur les pays tiers sûrs avec les États-Unis ; régionaliser l'intégration des immigrants au Qc (crédit d'impôt pour un emploi en région, faciliter la résidence permanente) ; abroger

la loi sur la clarté qui entend limiter l'accèsion du Québec à son indépendance ; promouvoir l'indépendance du Québec par une campagne permanente en faveur de celle-ci et la création de ponts entre les groupes indépendantistes ; tisser un réseau de sympathisants à la cause de l'indépendance à travers le monde ; protéger la langue française en liant cette protection à l'indépendance du Québec et faire de celle-ci la seule langue commune du Québec ; déposer un projet de loi pour que les nouveaux arrivants demandant la citoyenneté canadienne à partir du Qc aient une connaissance suffisante du français ; appliquer la loi 101 aux entreprises régies par le Code canadien sur le territoire québécois ; défendre les Acadiens et les francophones hors Québec en faisant en sorte qu'ils aient les mêmes droits et les mêmes services dans leur langue que ceux dont bénéficie la communauté anglo-québécoise ; créer un groupe de réflexion réunissant l'ensemble de la Francophonie sur la promotion et la protection des cultures francophones sur les plateformes en ligne ; appuyer l'idée que les lois couvrant les droits de la personne au Canada devraient exiger que les personnes trans soient désignées par le pronom de leur choix ; déposer un projet de loi exemptant le Québec de l'application de la loi sur le multiculturalisme ; travailler dans le sens de l'autonomie administrative des communautés autochtones ; reconnaître le génocide culturel des Premières nations ; reconnaître la violence systémique envers les femmes et les filles des peuples autochtones comme une forme de génocide ; investir davantage dans l'éducation et les conditions de vie des Premières nations ; faciliter, par des incitatifs, l'embauche et le travail des Autochtones ; reconnaître les services policiers autochtones comme des services essentiels au sens de la loi et leur donner un financement garanti à long terme ; mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ; défendre la souveraineté environnementale, c'est-à-dire le droit pour les d'avoir le dernier sur tout ce qui touche l'environnement et l'aménagement du territoire ; obtenir un droit de retrait avec pleine compensation et sans condition de tout programme fédéral que le Québec voudrait rejeter ; créer une péréquation verte pour transférer de l'argent des provinces les moins écologiques vers les moins écologiques ; exiger un traitement égal dans la péréquation avec l'Ontario concernant les profits d'Hydro-Québec versus Hydro One ; s'opposer à toute politique permettant d'offrir ou de recevoir des services publics à visage couvert, y compris dans l'exercice du droit de vote et lors des cérémonies de citoyenneté ; s'opposer à toute tentative du gouvernement fédéral de contester la loi 21 concernant la laïcité au Québec.

**Parti 5 :** Faire du patrimoine canadien la priorité numéro un du parti ; faire de « Désolé » la nouvelle devise officielle du Canada ; faire de l'analphabétisme la troisième langue officielle du Canada ; pour créer un Canada plus égalitaire, toutes les cartes seront redessinées afin que les provinces soient carrées comme la Saskatchewan.

**Parti 6 :** créer un libre-échange complet entre les provinces ; ouvrir le Canada à tout immigrant sponsorisé par un citoyen canadien ; s'opposer aux différents pactes sur les migrations ; ouvrir la loi à toute forme de mariage ; abolir complètement la péréquation ; abolir la Loi des Indiens ; permettre à chacune des Premières nations de renégocier sa place dans la confédération et respecter leurs droits de propriété.

**Parti 7 :** Financer les infrastructures artistiques pour les rendre accessible en cessant de financer des artistes particuliers ; intervenir pour limiter ou interdire les formes d'art qui contreviennent à la moralité publique ; rejet du relativisme culturel ; défense de l'héritage judéo-chrétien ; travailler à former une identité canadienne forte ; s'opposer à toute forme de discrimination positive ; reconnaître que l'immigration est utilisée présentement comme une forme de jihad visant à détruire la culture judéo-chrétienne ; impliquer des groupes religieux dans l'encadrement des réfugiés ; obliger les réfugiés à prouver leur loyauté envers le Canada par une contribution sociale dans leur cinq premières années afin d'obtenir leur citoyenneté ; obliger les réfugiés aux motifs questionnables à avoir un sponsor ; augmenter les ressources destinées à filtrer les immigrants ; déporter tout immigrant lié à des pratiques qui vont à l'encontre de la constitution canadienne et de la culture canadienne ; instaurer un moratoire sur l'immigration provenant des pays musulmans ; lier la sélection des immigrants à un serment plus strict impliquant leur loyauté aux fondements de la culture canadienne et à leur volonté de s'intégrer complètement aux normes canadiennes ; refuser l'immigration de toute personne liée à une idéologie pouvant poser une menace à la société canadienne ; sélectionner les immigrants en fonction de leurs compétences économiques ; protéger les enfants de la propagande LGBTQ ; ne pas financer les modifications de genre ; restaurer une définition légale du mariage comme une relation entre un homme et une femme ; respecter davantage la division des pouvoirs dans la fédération canadienne ; valoriser l'héritage chrétien du Canada ; s'opposer à toutes les pratiques radicales provenant de l'Islam ; remplacer la Loi des Indiens par une reconnaissance complète des Premières nations comme premiers occupants, des restitutions de terres et une réconciliation complète.

**Parti 8 :** Mettre l'accent sur la sélection d'immigrants possédant des compétences spécialisées qui contribueront à notre économie ; réduire le nombre d'immigrants à 250 000 par an ; augmenter les ressources pour faire des vérifications d'antécédents et des entrevues pour les immigrants ; s'assurer que l'immigration ne change pas de force la culture du Canada ; mettre fin au rôle des Nations Unies dans la sélection de nos réfugiés ; respecter davantage la constitution en cessant les interventions dans les champs de compétence provinciaux ; réduire le montant total des paiements de péréquation aux provinces et s'assurer que seules les provinces avec les besoins les plus grands en bénéficient ; mettre sur pied un comité parlementaire chargé de revoir la formule actuelle de la péréquation avec objectif de la réduire et s'assurer que cette nouvelle formule respecte la Constitution, responsabilise les provinces et est équitable.

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** Instaurer un Crédit d'impôt pour les activités d'art et d'apprentissage des enfants (jusqu'à 500\$ par enfant) et bonifier ce crédit pour les plus faibles revenus et pour les parents d'enfants ayant un handicap ; s'opposer à l'idée selon laquelle le Conseil des ministres devrait être composé d'autant de femmes que d'hommes ; appuyer l'idée selon laquelle les migrants qui entrent au Canada à partir des États-Unis par un passage irrégulier à la frontière ne devraient pas pouvoir demander l'asile ; s'opposer à l'idée selon laquelle les lois couvrant les droits de la personne au Canada devraient exiger que les personnes trans soient désignées par le pronom de leur choix ; redistribuer un peu moins l'argent des provinces les plus riches vers les provinces les plus pauvres ; s'opposer à l'idée selon laquelle le gouvernement canadien devrait reconnaître la violence systémique envers les femmes et les filles des peuples

autochtones comme une forme de génocide ; appuyer l'idée de reconnaître formellement le Québec en tant que nation dans la Constitution ; s'opposer à l'idée que le Québec devienne un État indépendant.

**Parti 11 :** Créer un fonds spécialement dédié à l'aide aux Premières Nations ; empêcher tout refus d'un visa de touriste lorsqu'un citoyen canadien en demande la visite; abolir la Loi des Indiens de 1872 et s'engager dans une réconciliation complète avec les Premières Nations.

**Parti 12 :** Veiller à ce que les institutions artistiques et culturelles reçoivent un financement stable et à long terme ; mettre en place l'étalement du revenu imposable pour les artistes et travailleurs culturels ; accorder la priorité à l'équité salariale par des lois et des exigences envers les employeurs ; élaborer un Plan d'action pancanadien pour mettre fin à la violence fondée sur le genre ; présenter des mesures législatives pour encourager les partis politiques à présenter plus de candidates ; appuyer l'idée selon laquelle les migrants qui entrent au Canada à partir des États-Unis par un passage irrégulier à la frontière devraient pouvoir demander l'asile ; bonifier le Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de son choix ; attirer davantage d'immigrants francophones dans les collectivités partout au pays ; moderniser la Loi sur les langues officielles pour renforcer la surveillance et la reddition de comptes, élargir la portée des droits linguistiques et consulter davantage les communautés linguistiques minoritaires ; veiller à ce que les juges de la Cour suprême soient bilingues et que tous puissent avoir accès à la justice dans la langue de leur choix ; mettre fin à l'interdiction discriminatoire du don de sang en fonction de l'orientation sexuelle ; interdire les thérapies de conversion pour les mineurs ; assurer un accès égal au Canada à la chirurgie d'affirmation du genre et permettre que les frais soient couverts par les régimes publics d'assurance-maladie ; ajouter l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre à la Loi sur l'équité en matière d'emploi pour combattre les discriminations ; veiller à ce que les Premières nations aient un siège aux tables de décision de haut niveau ; investir davantage dans l'autosuffisance alimentaire des Premières nations ; mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les 94 appels à l'action de la Commission de Vérité et réconciliation grâce à un Conseil national pour la réconciliation ; remplacer les simples consultations par des normes de consentement préalable ; respecter les traités ; respecter l'autodétermination et l'autonomie économique des Inuits et des Métis ; valoriser les langues autochtones par une nouvelle loi et un financement stable ; instaurer une Journée nationale de vérité et réconciliation ; financer la compétence autochtone sur les systèmes de protection de l'enfance et mettre fin aux retards concernant les services sociaux ; mettre en œuvre des stratégies de logement élaborées avec les Premières nations pour fournir à tous des logements sûrs et abordables ; travailler avec les provinces pour établir des programmes d'enseignement de l'histoire autochtone en collaboration avec ces peuples ; financer davantage la prévention sociale (suicide et drogue) dans les communautés autochtones ; créer un Fonds pour l'infrastructure dans le Nord afin d'améliorer le développement économique des communautés du Nord ; assurer la pleine égalité de genre concernant le statut des membres des Premières Nations ; élaborer un plan exhaustif pour lutter contre la violence faite aux femmes et minorités autochtones ; mettre fin à la discrimination systémique contre les Autochtones dans le système judiciaire par des programmes axés sur la guérison et la justice réparatrice ; réunir un groupe de travail pour lutter contre la haine en ligne ; procéder à un examen complet du régime actuel d'équité en matière d'emploi pour aider à combler l'écart salarial lié à l'origine ethnique ; accommoder davantage les minorités religieuses ; reconnaître formellement le Québec en tant que nation dans la Constitution ; s'opposer à l'indépendance du Québec.

**Parti 13 :** Réduire l'immigration à 50 000 ou moins par année ; faire un tri idéologique aux frontières ; retirer le Canada du Pacte sur les migrations, de l'Agenda 21 et l'Agenda 2030 de l'ONU ; fermer les passages illégaux d'immigrants grâce aux technologies de surveillance ; déportation de tous les migrants illégaux ; empêcher l'accès aux soins de santé gratuits et aux programmes sociaux pour les nouveaux immigrants ; moratoire sur les villes sanctuaires dans le but de les fermer ; suspendre l'immigration provenant de pays prônant le terrorisme ou incompatibles avec nos valeurs ; intégrer les immigrants avec un suivi de 2 ans et une potentielle déportation dans le cas d'un échec à l'intégration ; interdire l'entrée de personnes avec le visage couvert ; empêcher la citoyenneté liée à la naissance au Canada pour les touristes ; exiger une résidence de 10 ans (sur 12 ans) pour être éligible à la citoyenneté canadienne.

**Parti 14 :** favoriser l'autodétermination des Premières nations ; financer davantage les ressources fondamentales des communautés autochtones.

**Parti 15 :** Augmenter les fonds dédiés à l'art et la culture ; financer davantage les musées ; réinstaurer l'accord de Kelowna abandonné par le gouvernement conservateur impliquant des investissements de plus de 5 milliards dans les communautés amérindiennes.

**Parti 16 :** Abolir le « employment equity act » qui pousse le gouvernement à engager des gens provenant de différentes minorités (minorités visibles, handicapés, etc.) ; établir un Département de l'Intégrité Nationale pour prévenir la montée des positions radicales qui s'opposent à la tradition et à notre grande nation ; maintenir le statut démographique de la population de descendance européenne ; réduire l'immigration à un niveau allant de 20 à 100 milles immigrants annuellement ; se retirer du Pacte mondial pour les migrations de l'ONU ; se retirer de la Convention de 1969 sur le statut de réfugié ; déporter les immigrants illégaux ; réinstaurer la loi sur l'immigration de 1952 qui favorisait l'immigration de pays comme la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France ; abolir la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés ; cesser de financer les parades gays ; retirer l'homosexualité et la transidentité des parcours académiques ; abolir la Loi sur le multiculturalisme de 1988 ; abolir la péréquation pour être plus juste envers les provinces de l'Ouest ; abolir la motion 103 sur l'anti-islamophobie.

**Parti 17 :** Réinstaurer l'accord de Kelowna abandonné par le gouvernement conservateur impliquant des investissements de plus de 5 milliards dans les communautés amérindiennes.

**Parti 18 :** Assurer une équité salariale complète ; offrir des programmes sociaux qui permettent aux femmes de prendre un plus grand rôle dans la société même lorsqu'elles ont des enfants ; éliminer les privilèges des plus riches dans le processus d'immigration ; privilégier les réfugiés dans la politique d'immigration ; protéger davantage les immigrants par une Charte des droits des immigrants ;

donner aux Acadiens le droit à l'autogouvernement et à un support étatique suffisant pour garantir leur identité ; proposer une nouvelle constitution fondée sur le poids égal et la collaboration volontaire du Québec et du Canada anglais ; donner la possibilité au Québec de choisir un État indépendant, une confédération ou l'autonomie au sein du Canada ; proposer de nouveaux arrangements constitutionnels qui garantiraient une pleine participation des peuples autochtones et protégerait leur autonomie et leurs droits nationaux ; inclure le droit à l'autodétermination des Premières nations dans la nouvelle constitution ; donner aux Premières nations un traitement préférentiel concernant les programmes sociaux afin de corriger les injustices du passé.

**Parti 19 :** Augmenter le financement pour tous les organismes artistiques et culturels du Canada ; faire la promotion de l'égalité des genres et augmenter le financement des organismes qui y sont liés ; appuyer l'idée selon laquelle le Conseil des ministres devrait être composé d'autant de femmes que d'hommes ; augmenter le nombre d'immigrants au Canada tout en finançant davantage leur intégration ; approuver l'idée selon laquelle les migrants qui entrent au Canada à partir des États-Unis par un passage irrégulier à la frontière puissent demander l'asile ; protéger également la minorité francophone du Canada et la minorité anglophone du Québec ; financer la protection des langues autochtones qui risquent de disparaître ; financer des programmes de sensibilisations à la réalité LGBTQ ; abroger toutes les lois et politiques fédérales qui sont discriminatoires en raison de la sexualité ; reconnaître la souveraineté pleine et entière des peuples autochtones sur leurs territoires ; consulter les peuples autochtones pour abroger la Loi sur les Indiens et leur donner plus d'autonomie dans de nouvelles structures ; se conformer à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ; mettre en oeuvre les recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation et de la Commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées ; supprimer le plafond de financement de deux pour cent pour l'éducation postsecondaire autochtone ; veiller à ce que toutes les négociations sur les traités et les revendications territoriales honorent la souveraineté et les titres inhérents des peuples autochtones ; investir dans l'infrastructure des Premières nations afin d'assurer l'accès à une eau potable propre ; donner un siège aux Premières nations à la table des négociations d'un nouvel organisme de politique et de gouvernance inclusif (Conseil des gouvernements du Canada) ; accroître l'accès aux logements sociaux pour les peuples autochtones ; investir davantage dans nos industries du tourisme et développer l'écotourisme.

## 7. JUSTICE ET DROITS FONDAMENTAUX

**Parti 1 :** Ne permettre aucune violation du droit de conscience ; retirer la loi antiterroriste C-51 et les lois similaires qui s'attaquent à des droits fondamentaux.

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** S'opposer à l'idée que les armes de poing devraient être interdites ; faciliter l'accès à l'avortement ; permettre aux consommateurs de drogues illicites d'avoir accès à des centres d'injection supervisée.

**Parti 4 :** Exiger une compensation financière versée au Québec pour la constitution de son propre registre ainsi qu'un transfert des données québécoises de l'ancien registre fédéral ; interdire les armes de poing ; proposer la création d'un comité spécial itinérant pour étudier les impacts de la légalisation et de la consommation du cannabis ; permettre aux consommateurs de drogues illicites d'avoir accès à des centres d'injection supervisée ; présenter un projet de loi proactif sur l'équité salariale dans les secteurs sous juridiction fédérale ; défendre sans condition le droit des femmes à interrompre de façon volontaire leur grossesse ; assurer que les juges suivent des formations pour mieux répondre aux cas d'agressions sexuelles ; abroger la loi C-51 qui donne des pouvoirs supplémentaires concernant la surveillance des citoyens et s'assurer que la nomination des membres du CSARS soit appuyée par l'ensemble des partis de la Chambre des communes.

**Parti 5 :** Faire de la justice la priorité numéro un du parti ; faire de la sécurité publique la priorité numéro un du parti ; par souci d'équité entre toutes les provinces canadiennes, appliquer la loi sur les mesures de guerre aux 9 provinces qui ne l'ont pas vécu en octobre 1970 ; pour éviter le vol d'identité, fournir un nouveau nom et une nouvelle date de naissance aux citoyens qui en feront la demande ; pour accroître la sécurité des enfants, le prénom des nouveau-nés devra être composé d'au moins 12 lettres, dont une majuscule, un chiffre et un caractère spécial.

**Parti 6 :** Faciliter la possession d'une arme à feu ; réécrire une nouvelle constitution incluant la liberté de parole, le droit de porter une arme, la propriété de son corps et l'idée de libre-marché ; légaliser toutes les drogues ; rendre les criminels responsables de réparer leurs crimes ; réduire le rôle des législateurs dans le système judiciaire ; légaliser la vente de sang et d'organes ; légaliser la prostitution.

**Parti 7 :** Assurer la possibilité pour chaque Canadien de posséder une arme pour sa protection et encourager cette option ; encadrer la possession d'armes par des cours et un permis efficaces et conserver la possibilité de révoquer un permis en tout temps ; éliminer tout fond public destiné à l'avortement ; garantir des droits au fœtus dans la Charte des droits et dans le code criminel et criminaliser les pratiques qui vont à son encontre ; promouvoir l'adoption plutôt que l'avortement ; recriminaliser la possession de marijuana et sa vente ; défendre la Charte des droits contre les incursions du gouvernement ; faire de la liberté de parole le droit le plus important après le droit à la vie ; augmenter la détention des personnes dont l'identité est questionnable ou qui pourrait être une menace pour la sécurité ; augmenter la sévérité des sentences pour les actes criminels ; éliminer les crédits de temps ou les sentences partielles effectuées ; réformer le « Young offenders acts » pour éviter que des jeunes soient utilisés par des adultes afin de commettre des actes illégaux ; continuer à utiliser les certificats de sécurité pour détenir des terroristes potentiels ; reconsidérer la peine de mort pour les crimes haineux ; introduire une meilleure protection de la propriété privée (Charte des droits) contre les positions socialistes ; réorienter les peines vers la réparation des torts faites aux victimes.

**Parti 8 :** Remplacer la *Loi sur les armes à feu* et la réglementation qui s'y rapporte par une nouvelle loi qui respecte davantage les propriétaires d'armes tout en assurant la sécurité ; remplacer la délivrance des permis actuels par un système d'autorisation

d'acquisition à vie pour les propriétaires d'armes à feu après examen obligatoire, formation à la sécurité et tests ; rendre les cours de sécurité dans le maniement des armes à feu plus disponibles ; exiger que la classification des armes à feu soit basée sur la fonction et non sur l'apparence et retirer les restrictions inefficaces qui ciblent les tireurs sportifs ; s'assurer que toutes modifications futures à la réglementation des armes à feu soient effectuées uniquement par le Parlement (plutôt que la GRC ou le Conseil des ministres) ; compenser les propriétaires d'armes à feu pour les biens perdus suivant la saisie de certaines armes par le dernier gouvernement ; veiller à ce que les Canadiens puissent exercer pleinement leur liberté de conscience conformément à la *Charte* et ne fassent pas l'objet de discrimination en raison de leurs convictions morales ; s'assurer que les Canadiens jouissent d'un maximum de liberté de conscience et d'expression ; limiter la définition des propos haineux dans le Code criminel à ceux qui préconisent explicitement le recours à la force contre des groupes identifiables ou des personnes en fonction de critères protégés (religion, race, sexe...) ; abroger toute loi ou réglementation existante restreignant la liberté d'expression sur Internet et empêcher le rétablissement de l'article 13 de la *Lois canadienne des droits de la personne* ; priver de financement fédéral tout établissement d'enseignement postsecondaire qui violerait la liberté d'expression de ses étudiants ou de ses professeurs ; abroger la loi C-16 qui vise à ajouter l'identité de genre comme une source potentielle de discrimination ; abroger la loi M-103 qui vise à condamner l'islamophobie et toutes les formes de racisme.

**Parti 9 :** Légaliser la marijuana.

**Parti 10 :** S'opposer à l'interdiction des armes de poing ; s'opposer à l'idée de donner un accès à des centres d'injections supervisée aux consommateurs de drogues illicites ; augmenter la sécurité des renseignements personnels grâce à des comités d'expert et de nouvelles normes réglementaires.

**Parti 11 :** créer une Cours fédérale des consommateurs afin de régler ces cas d'une façon moins bureaucratique ; réformer et simplifier les procédures pour la cours civile en consultation avec les provinces ; réformer le Code criminel en faisant de la fraude, du vol, du cambriolage et de la tricherie des infractions pénales sérieuses dont le traitement doit être accéléré.

**Parti 12 :** Interdire les armes de poing ; respecter le droit à l'avortement et mettre la Loi canadienne sur la santé en application pour le rendre disponible ; mettre fin à la criminalisation de la drogue ; élargir l'accès aux sites de prévention des surdoses ; lancer une enquête sur le rôle que les compagnies pharmaceutiques pourraient avoir joué dans la crise des opioïdes et envisager des compensations financières ; supprimer de façon proactive les casiers judiciaires des personnes reconnues coupables d'infractions mineures de possession de cannabis ; inscrire le droit à un environnement sain dans la loi et dans une Charte fédérale des droits environnementaux ; rétablir l'indépendance du pouvoir judiciaire en réduisant le recours aux peines minimales obligatoires et en permettant aux juges de première instance d'avoir un plus grand pouvoir discrétionnaire dans la détermination des peines ; favoriser la justice communautaire et réparatrice ; augmenter le financement fédéral des programmes d'aide juridique au pays ; appuyer des modèles novateurs de police communautaire ; veiller à ce que les municipalités aient accès au financement de projets antigangs ; interdire les contrôles d'identité de routine ; améliorer la protection de la vie privée en renforçant le pouvoir du commissaire à la protection de la vie privée.

**Parti 13 :** Moderniser la Charte des droits grâce à des amendements qui devront être approuvés par référendum ; rendre les juges fédéraux éligibles par le peuple ; augmenter la responsabilité et l'éthique de ceux qui travaillent pour le système judiciaire ; faciliter l'accès au système judiciaire.

**Parti 14 :** Attribuer une nouvelle catégorie de « personne non-humaine » aux animaux dans le code criminel pour leur donner plus de droits ; créer un registre national de personnes coupables de cruauté animale.

**Parti 15 :** Protéger le droit à l'avortement et financer adéquatement les services qui y sont liés ; Assurer la transparence complète du gouvernement par une législation assurant la liberté d'information, à moins d'informations sur la vie privée d'un individu ; travailler activement avec les consommateurs et les experts pour mieux combattre la cybercriminalité ; décriminaliser la simple possession de moins d'un once de marijuana et assurer le pardon pour ce type d'offense ; protéger la liberté d'association et d'expression ; allouer davantage de ressources à des centres de santé mentale plutôt qu'aux prisons en tant que tel ; mettre davantage l'accent sur la réhabilitation grâce à l'éducation et la réinsertion sociale ; éliminer les crédits de temps dans les prisons ; réformer le système carcéral pour que les criminels dangereux soient insérés dans un processus de réhabilitation plus strict ; s'assurer que les prisonniers travaillent et qu'une partie de leur salaire va dans un fond de réparation des victimes ; s'assurer que les sentences à vie soient réellement « pour la vie ».

**Parti 16 :** Restreindre les procédures d'avortement en adoptant une loi sur la protection de la vie.

**Parti 17 :** -----

**Parti 18 :** Garantir tous les droits liés à la reproduction ; favoriser le contrôle populaire des appareils répressifs d'État.

**Parti 19 :** Interdire les armes de poing ; traiter la toxicomanie comme un problème de santé publique et non comme un crime ; abaisser le prix fixé par le gouvernement fédéral pour le cannabis et éliminer la taxe de vente pour les produits médicaux ; éliminer les peines minimales obligatoires ; éliminer l'isolement cellulaire ; investir davantage dans la réinsertion des détenus ; protéger davantage les lanceurs d'alerte ; limiter la surveillance du Service canadien du renseignement ; interdire la surveillance systématique en fonction des idéologies politiques ; accroître le pouvoir du commissaire à la vie privée et prendre une série de mesure pour la protéger davantage.

## 8. SANTÉ ET ACTIVITÉ PHYSIQUE

**Parti 1 :** -----

**Parti 2 :** -----

**Parti 3 :** appuyer l'idée selon laquelle le gouvernement devrait payer tous les médicaments d'ordonnance ; appuyer l'idée selon laquelle le secteur privé devrait avoir un peu moins de place dans le système de santé.

**Parti 4 :** Diminuer la place du secteur privé dans le système de santé ; proposer que le crédit d'impôt pour aidants naturels devienne un crédit d'impôt remboursable et faciliter l'accès à un crédit d'impôt pour les frais de soins à domicile ; faire en sorte que le mode de fixation des prix des médicaments d'origine soit analysé et modifié afin d'en réduire les coûts (retirer les États-Unis de la liste de référence pour déterminer les prix) ; appuyer l'idée que le gouvernement paie davantage les médicaments d'ordonnance ; soutenir toute initiative visant la création d'équipes sportives nationales du Québec ; exiger une hausse des transferts en santé de 6% par an pour qu'ils atteignent un niveau équivalent à au moins 25% des dépenses dans ce domaine ; exiger que le vieillissement de la population soit pris en compte dans le calcul des transferts en santé

**Parti 5 :** Faire de la santé la priorité numéro un du parti ; réduire l'achalandage dans les urgences en éliminant les salles d'attente ; pour contrer la pénurie de médecins et d'infirmières, fournir des stéroïdes à tous les employés du réseau afin d'accroître leurs performances ; allouer un budget au développement d'un vaccin pour protéger les générations futures d'un retour politique de Denis Coderre ; annexer le Massachusetts afin d'avoir à nouveau des équipes sportives championnes.

**Parti 6 :** privatiser le système de santé ; abolir la loi canadienne sur la santé ; mettre fin aux transferts fédéraux en santé.

**Parti 7 :** Considérer la vie humaine comme un don de Dieu qui doit être protégé ; faire une plus grande place à la promotion d'un bon mode de vie ; encourager une transformation importante de la façon dont les hôpitaux sont conçus ; intégrer davantage le secteur privé au sein du système de santé canadien ; payer la scolarité des docteurs qui acceptent de travailler en zone rurale ; s'opposer à toute forme de suicide assisté et s'assurer de bons soins palliatifs.

**Parti 8 :** Créer les conditions permettant aux gouvernements des provinces et territoires d'innover en les rendant responsables du financement et de la gestion des soins de santé (face à Ottawa) ; favoriser un système de santé mixte en cessant de financer les provinces à ce niveau ; remplacer les paiements en argent du Transfert canadien en matière de santé par un transfert permanent de points d'impôt d'une valeur équivalente aux provinces et aux territoires afin de leur fournir une source de revenus stable.

**Parti 9 :** -----

**Parti 10 :** S'opposer à l'idée que le gouvernement paie les médicaments d'ordonnance ; instaurer un Crédit d'impôt pour les activités sportives des enfants permettant aux parents de réclamer jusqu'à 1000\$ par enfants pour les dépenses sportives et bonifier ce crédit pour les plus faibles revenus et pour les parents d'enfants ayant un handicap.

**Parti 11 :** S'assurer que tous les Canadiens ont accès à un système de santé gratuit de qualité ; rationaliser le coût des soins de santé au Canada ; construire au moins 3000 à 5000 terrains de sports chaque année.

**Parti 12 :** Établir un plan de recrutement et de rétention des professionnels de la santé ; offrir une couverture d'assurance-médicaments pour tous ; investir davantage dans la prévention en santé afin d'économiser globalement ; s'assurer que les soins de santé mentale sont disponibles sans frais ; veiller à ce qu'une gamme complète de contraceptifs d'ordonnance et de soins de santé reproductive soient facilement accessibles sans frais ; enchâsser dans la Loi canadienne sur la santé le droit à des soins à domicile de longue durée de qualité avec des normes nationales minimales ; rendre le crédit d'impôt pour aidants naturels remboursable ; élaborer une feuille de route visant l'inclusion des soins dentaires dans la Loi canadienne sur la santé ; s'opposer à toute forme de privatisation des soins de santé pour privilégier des soins de santé publics.

**Parti 13 :** Supporter la médecine intégrative et naturelle ; tenir les compagnies pharmaceutiques loin de Santé Canada tout en fondant les décisions du gouvernement sur des données scientifiques fiables ; respecter les compétences des provinces en matière de santé tout en assurant une surveillance accrue des fournisseurs de soins de santé ; amender la Loi canadienne sur la santé pour permettre l'existence d'un système de santé privé accompagnant le système de santé public.

**Parti 14 :** Promouvoir le véganisme pour une meilleure santé des canadiens.

**Parti 15 :** Augmenter le nombre d'inspecteurs de l'Agence d'inspection des aliments ; donner une plus grande autorité à Santé Canada et au ministre responsable de la santé pour pouvoir inspecter ou retirer certains produits liés à des problèmes de santé ; inspecter davantage les produits importés en lien avec la santé ; renforcer les contraintes liées à la qualité de la viande ; promouvoir le sport et l'exercice comme aspects importants de la santé publique et augmenter le financement du sport communautaire ; se servir de larges événements (comme des jeux olympiques) pour promouvoir l'activité sportive ; augmenter l'accès au système de santé des personnes souffrant d'anxiété et de dépression ; créer un régime universel d'assurance médicament équitable conjointement avec les provinces ; financer davantage et promouvoir un système de santé entièrement public et gratuit ; inclure les soins dentaires au système universel de santé.

**Parti 16 :** -----

**Parti 17 :** Promouvoir un système de santé mixte assurant une couverture de base gratuite pour tous mais intégrant des éléments du secteur privé.

**Parti 18 :** Défendre un système de santé public gratuit.

**Parti 19 :** Encadrer davantage les compagnies pour que l'alimentation et les produits de consommation ne soient pas nocifs pour la santé ; faire de la consommation de drogue un problème de santé publique et créer une stratégie nationale de réduction de la consommation avec un plus grand nombre de lieux d'injection sécuritaires ; élargir la couverture des soins de santé publics pour inclure l'assurance-médicaments ; établir une société d'État pour l'achat en vrac et la distribution de médicaments d'ordonnance ; réglementer la distribution des produits pharmaceutiques prescrits par les médecins pour suivre et prévenir les niveaux de surmédication dangereux et prévenir la dépendance aux opiacés ; financer un soutien communautaire non institutionnalisé pour les programmes de prévention de l'abus de substances et de réadaptation ; élaborer des lignes directrices nationales en matière de soins de

santé qui encouragent un mode de vie actif ainsi qu'une alimentation et des choix de vie sains ; inclure les soins dentaires de base dans notre couverture nationale ; s'opposer au secteur privé dans le système de santé.

## **NOM DES PARTIS :**

1. **Parti marxiste-léniniste** : <https://cpcml.ca/fr/>
2. **Parti pour l'indépendance du QC** : <https://quebecpays.com/wp-content/uploads/2019/05/vouloirindépendance.pdf>
3. **Parti libéral : Boussole électorale et** <https://2019.liberal.ca/fr/>
4. **Bloc québécois : Boussole électorale et** <http://www.blocquebecois.org/nation-quebecoise/>
5. **Parti rhinocéros** : <https://www.partyrhino.ca/fr/>
6. **Parti libertarien** : [https://www.libertarian.ca/platform\\_2019](https://www.libertarian.ca/platform_2019)
7. **Parti de l'héritage chrétien** : [https://www.chp.ca/images/uploads/CHP - Policies\\_2019-updated.pdf](https://www.chp.ca/images/uploads/CHP_-_Policies_2019-updated.pdf)
8. **Parti populaire** : <https://www.partipopulaireducana.ca/plateforme>
9. **Parti marijuana** : [http://www.marijuanaparty.ca/article.php3?id\\_article=197](http://www.marijuanaparty.ca/article.php3?id_article=197)
10. **Parti conservateur : Boussole électorale et**  
<https://www.conservateur.ca/category/documents-dinformation/>
11. **Quatrième front** : <https://fourthfront.ca/ideas/>
12. **Nouveau parti démocratique : boussole électorale et** [https://action.ndp.ca/page/-/2019/Q2/2019-06-19\\_NPD-Vision\\_FR.pdf](https://action.ndp.ca/page/-/2019/Q2/2019-06-19_NPD-Vision_FR.pdf)
13. **Alliance nationale des citoyens** : <https://www.nationalcitizensalliance.ca/>
14. **Parti pour la protection des animaux** : <https://www.animalprotectionparty.ca/wp-content/uploads/2019/09/Animal-Protection-Party-Platform-2019.pdf>
15. **Parti uni du Canada** : <http://www.unitedpartyofcanada.com/>
16. **Parti nationaliste** : <https://www.nationalist.ca/program/>
17. **Parti progressiste** : <https://progressivecanadian.ca/>
18. **Parti communiste** : <http://communist-party.ca/wp-content/uploads/2014/02/Party-Program.pdf>
19. **Parti vert : boussole électorale et**  
[https://www.greenparty.ca/sites/default/files/platform\\_2019\\_fr\\_web\\_update\\_09-15.pdf](https://www.greenparty.ca/sites/default/files/platform_2019_fr_web_update_09-15.pdf)